

Tourisme, déchets : tout ce qui doit devenir "durable" est dans le "dur"

Il y aurait ainsi une forme de décalage, comme on en observe parfois à propos de la température, entre le tourisme réel et le tourisme ressenti en Corse - nous n'écrirons surtout pas subi. Et qui fait qu'au terme d'une saison médiocre, on en est toujours à évoquer la surfréquentation de sites touristiques, pour mieux "combattre" le tourisme en Corse.

Jean-Charles Orsucci, conseiller territorial du groupe Andà per Dumane, est ainsi revenu sur le bilan de la saison 2019 et sur l'attractivité de la destination Corse qui, à l'aune des premiers chiffres, paraît marquer le pas. Pour saluer certes la feuille de route de l'Agence de Tourisme de la Corse, mais pour s'interroger aussi sur un chemin, celui d'un "modèle de développement résolument tourné vers un tourisme durable", que ne partageraient pas, selon lui, l'ensemble des membres de la majorité nationaliste.

À Nanette Maupertuis, présidente de l'ATC, le maire de Bonifacio a demandé ce qu'elle comptait entreprendre "pour inverser la tendance", du bilan de la saison préoccupant à la perception encore négative du tourisme parmi les siens.

■ PAS UNE COURSE À LA QUANTITÉ

La conseillère exécutive a tenu à le rassurer sur la "transition écologique et numérique du tourisme", déjà à l'œuvre et "pleinement partagée". De ce cap éco-touristique dont elle ne dévie pas : "Le positionnement stratégique d'île verte de Méditerranée est une condition essentielle de différenciation de la destination, face à des concurrents plus industrialisés, mieux armés."

Nanette Maupertuis repousse ainsi un modèle qui serait basé sur le tourisme de masse : "Notre développement touristique n'est clairement pas une course à la quantité de touristes mais à la mise en œuvre d'un tourisme maîtrisé, socialement acceptable, soutenable pour notre environnement et porteur de valeur ajoutée pour notre économie." Ce qui entre dans le bilan, c'est "la dépense par tête et le revenu net généré par la fréquentation."

Sur la saturation de certains sites, elle met en avant une même approche pragmatique : la mesure de



L'Exécutif interpellé sur les déchets par Jean-Martin Mondoloni.

/ PHOTO PIERRE-ANTOINE FOURNILL

la fréquentation, les comptages ont commencé en zone montagne, avec les campagnes menées par l'Office de l'environnement, l'ATC et l'Université. Sur leur finalité, la présidente de l'ATC ne se trompe pas de combat : "Faut-il comme on a pu l'entendre cet été, stigmatiser ceux qui viennent chez nous en vacances, en les considérant comme des prédateurs. Évidemment non !" "En pointe, ajoute-t-elle, le nombre de touristes est à peine supérieur au nombre de résidents dans l'île, 700 000 habitants." La conseillère met l'accent sur "la valorisation et la mise en tourisme des ressources patrimoniales dans l'île", afin de mieux répartir leur présence sur le territoire.

Enfin, elle apporte des précisions aux chiffres publiés par l'Insee et l'ATC : le moins 7 % ne représente pas la baisse du tourisme de la Corse, mais "la baisse de fréquentation des hébergements professionnels marchands"; quant à la statistique passagers, elle fait état de moins 3 % par rapport à 2018, un cru jugé "exceptionnel". "J'en déduis, conclut Nanette Maupertuis, que les touristes dorment ailleurs qu'en hôtel, camping, résidences de tourisme et gîtes. Les seules offres Airbnb et Homeaways affichent un taux de croissance à deux chiffres."

Consciente du tassement de la destination observé en 2019, elle fait néanmoins cet autre constat : "Notre île reste dans les études, dans le peloton de tête des destinations préférées. Pour autant, la transfor-

mation du désir en achat de séjour ne se fait pas sur un marché concurrentiel et volatil."

La note finale n'est pas forcément rassurante : "La conjoncture à venir n'est pas favorable, le dimensionnement des transports est à la baisse, des lignes ferment, des compagnies doivent intégrer des coûts supplémentaires, certains événements qui louchaient la saison ont disparu, et enfin notre destination reste paradoxalement chère alors que l'offre y est pléthorique."

La présidente annonce ainsi des actions ciblées notamment sur les marchés étrangers, et des moyens supplémentaires pour porter l'image de la destination. CCI, ATC et office des transports travaillent ainsi de concert pour stimuler l'offre de transports.

Mettant en musique, ce qui semble essentiel à Nanette Maupertuis : "Les batailles dans le monde du tourisme se livrent sur les marchés extérieurs tous ensemble, et non pas les uns contre les autres sur notre territoire."

■ CRISE DES DÉCHETS OU CRISE POLITIQUE

Le même esprit de concorde n'est pas à chercher sous l'autre grand sujet abordé lors de cette séance des questions orales : les déchets.

Pour Jean-Martin Mondoloni, ils relèvent en effet non plus seulement d'une crise "d'ordre structurel" : "Nous sommes désormais dans une crise de nature politique."

En cause, selon lui, les décisions

qui ne sont pas prises "depuis cette assemblée" : "Nous n'avons pas à nous défaire. En 2006, c'est bien cette même assemblée qui a renoncé à l'incinérateur."

"Nous partageons, poursuit le président de Per l'Avvenire, l'idée de trier, et même de surtrier, mais nous ne comprenons toujours pas ce que vous voulez faire des déchets résiduels."

De la même manière, il s'interroge sur la fin de non-recevoir opposée à la proposition formulée par son groupe de lancer une étude sur la valorisation énergétique des déchets - sans périphrase sur la solution de l'incinération -, ou sur l'idée d'en appeler aux Corses par référendum sur la question : "La confiance n'existe plus, ajoute Jean-Martin Mondoloni, on ne vous proposera plus un mètre carré pour l'enfouissement." Enfin, il remet sur le tapis la question des surcoûts imposés aux intercos, pour la mise en balles et le stockage des déchets en cette fin d'année : "Qui va payer ?". Avant de conclure par un cinglant, "quand entamerez-vous la mue entre le militant et le gestionnaire ?"

La réponse de François Sargentini, président de l'Office de l'environnement et en charge de la question, est immuable. Elle se réfère au plan des déchets voté en 2018, et au rejet d'une motion déjà déposée sur l'incinération des déchets.

Le conseiller exécutif précise cependant que "dans le cadre du nouveau plan qui est actuellement en instruction, et dans la suite de celui voté en 2018, nous avons l'intention

d'étudier toutes les solutions et à construire une véritable économie circulaire." Sur le référendum local, il ne laisse pas davantage d'ouverture : "Si une consultation populaire était organisée sur les propositions que vous formulez, nous entretiendrions encore plus la confusion. Et pourquoi pas poser la question ultime sur les sites de stockage, dans quels villages etc., etc... Je vous laisse entendre les cris qui monteraient des différents territoires."

Quant à la prise en charge des surcoûts, la collectivité renvoie aux aides bonifiées, au soutien promis aux FPCI et aux communes qui ont choisi d'agir sur le chemin du tri.

■ CHANTIER À HAUT DÉBIT

Sur un autre déploiement, celui du très haut débit dans l'île, et sur l'exécution du marché confié à SFR Collectivités et à sa filiale Corsica Fibra, le président de l'Exécutif a pu faire état d'autres avancées, finalement plus quantifiables, en réponse à une question de Pierre Ghionga, du groupe La Corse dans la République. Le terrain, il est vrai, est moins polémique et caboteux depuis que le tribunal administratif de Bastia a validé les conditions d'octroi du marché public.

Ainsi, levées encore les doutes sur la capacité du délégataire à exécuter un tel chantier, Gilles Simeoni a-t-il livré de premiers éléments, finalement eux-mêmes à haut débit : 32 424 heures de formation dispensées, 73 jeunes et moins jeunes formés, et 48 déjà intégrés en CDI ; 6429 prises THB livrées, 11 402 à la mi-janvier ; six nœuds de raccordements posés à Lucciana-Borgu, Mariana, Munticellu, A Bastillacaccia, Sartù et à Vinzulasca-Querciolu, deux autres à Sotta et Lecci d'ici la fin de l'année ; enfin 25 entreprises mobilisées en Corse au titre de la sous-traitance. "Nous sommes dans un rythme de déploiement satisfaisant et rassurant. Nous continuerons à rester vigilants. 2020 marquera encore une montée en puissance. Ce sont au total 53 500 prises qui seront installées et mises à disposition", poursuit le président de l'Exécutif. La boucle semble enfin vertueuse. Et le chantier, pour l'heure, sans déchets.

ROGER ANTECH